



## Pas de trêve olympique

# La CGT Fonction publique dépose des préavis de grève !

MONTREUIL > 10 AVRIL 2024

**D**ANS UN CONTEXTE marqué par une inflation galopante, après plus d'une décennie de gel de la valeur du point, les pertes de pouvoir d'achat des agent-es — fonctionnaires et non titulaires — sont conséquentes.

**Le contentieux salarial ne cesse de s'aggraver.**

L'urgence salariale impose notamment une revalorisation significative et immédiate de la valeur du point; son indexation sur l'inflation; la reconstruction des grilles indiciaires; l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes. L'année 2024 ne doit pas être une année blanche. Pas plus, l'année 2024 ne saurait être l'année de la casse du statut de la Fonction publique ni celle de la mise en œuvre de la rémunération et l'avancement au mérite qui généreront discriminations et inégalités. D'autant que de l'argent il y en a, à l'image des milliards d'euros alloués au titre des exonérations et des allègements d'impôts et de cotisations sociales ou encore des fonds alloués aux entreprises sans contreparties.

S'agissant des jeux Olympiques et Paralympiques 2024, les personnels portent différentes exigences qu'il s'agisse de la mise en œuvre des politiques publiques; des besoins en effectifs et donc des recrutements pérennes; des compensations salariales au titre des contraintes professionnelles générées par les jeux; des mesures sociales; des politiques d'action sociale; des droits aux congés; au télétravail choisi; à la déconnexion.

Comme ailleurs, nous avons pu constater qu'ici aussi de l'argent coulait à flots — et ce depuis 2017 — avec une masse salariale de 584,8 millions d'euros pour seulement une trentaine de dirigeants du comité d'organisation des JOP 2024.

Dans le prolongement des processus de mobilisation des 8, 19 et 26 mars derniers, la CGT Fonction publique appelle et appellera les personnels à de nouvelles mobilisations et initiatives, par tout moyen, y compris la grève.

C'est pourquoi, des préavis de grève, concernant les trois versants de la Fonction publique, sont déposés couvrant la période du 15 avril au 15 septembre 2024.

**La CGT Fonction publique appelle d'ores et déjà à participer à la marche aux flambeaux, initiée par la CGT Commerce, le 15 avril à 18 h 00 Place de l'Opéra à Paris.**

**D'autres initiatives seront organisées notamment pour dénoncer le mépris infligé aux travailleur-ses mobilisés sans répit, toute l'année, et plus encore cet été pour les JOP, sans aucune reconnaissance !**

**une masse salariale de 584,8 millions d'euros pour seulement une trentaine de dirigeants**